

JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD

Israël/Palestine :
la défaite
du vainqueur

Sindbad
ACTES SUD

À Fanny, à Rémy.

Maintenant [Israël] organise sur les territoires qu'il a pris l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme...

Le général de Gaulle, conférence de presse
du 27 novembre 1967.

Jamais guerre prolongée ne profita à un pays.

Sun Tzu, *L'Art de la guerre*.

INTRODUCTION

Beaucoup de responsables politiques en France et ailleurs dans le monde ont estimé, ces dernières années, que le conflit israélo-palestinien avait perdu sa centralité. Cette marginalisation s'explique en partie par le caractère tragique du bouleversement que le Moyen-Orient a subi avec l'agression américaine en Irak (en 2003) et ses terribles conséquences, la guerre en Syrie et l'irruption de Daech avec son cortège de terreur là-bas et de terrorisme ici. Dans un tel chaos qui a fait des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés et de réfugiés, la question palestinienne pouvait ainsi sembler stable avec "seulement" quelques accès de violence comme les attaques au couteau menées par de jeunes Palestiniens contre des Israéliens.

Cette apparente stabilité est pourtant une illusion. Elle masque en fait une profonde et constante aggravation d'un conflit qui a pris d'autres formes depuis le naufrage du processus d'Oslo en 2000. La violence est toujours là. Partout et à chaque instant. Mais elle est silencieuse,

insidieuse, fragmentée et donc bien peu visible, et, sauf exception, encore moins spectaculaire. La confrontation se déroule tous les jours sur le terrain du fait de l'occupation militaire et de la colonisation, puisque désormais plus de 600 000 colons israéliens juifs sont installés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Au fil du temps qui passe, la question israélo-palestinienne est devenue une sorte de question coloniale d'un autre âge : une puissance occupante colonise des terres qui appartiennent au peuple palestinien, ainsi dépossédé toujours un peu plus de son territoire. Cela malgré les injonctions de la communauté internationale lui demandant d'arrêter un processus d'autant plus préoccupant qu'il menace gravement la viabilité de la solution à deux États, comme cela a été rappelé encore récemment par la France lorsqu'elle a lancé son initiative de conférence internationale et par le Conseil de sécurité dans sa résolution du 23 décembre 2016 réclamant que cesse "immédiatement et complètement" la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Depuis des années, les gouvernements israéliens successifs, et en particulier ceux qui sont conduits par Benyamin Netanyahou, ne tiennent aucun compte de ce que peuvent dire les acteurs et les institutions de la scène internationale, qu'il s'agisse des États-Unis, des Européens, des Nations unies ou encore de la Cour internationale de justice. Se sentant en position de force sur tous les plans, ils estiment être les vainqueurs de leur confrontation avec les Palestiniens. Le problème majeur que ces dirigeants refusent de voir est que toute leur politique ne repose en définitive que sur la puissance militaire. Tout est en effet fondé sur le rapport

de force sans qu'il y ait jamais eu de volonté de s'inscrire dans le droit. Et le temps ne fait rien à l'affaire. Ce n'est pas parce que cette occupation militaire dure depuis plus de cinquante ans qu'elle est devenue légitime...

Un des anciens directeurs du Shabak de 2005 à 2011, Yuval Diskin, ne disait pas autre chose :

Je suis connu comme un faucon en matière de sécurité, parce que je sais parfaitement qu'il n'y a pas de place pour la faiblesse dans la région où nous vivons. Mais justement, après toutes ces années pendant lesquelles j'ai lutté contre le terrorisme, après tant de morts et de carnages sur les champs de bataille, dans les rues et les villes d'Israël, les ruelles des camps de réfugiés et des villages de Judée-Samarie, dans la bande de Gaza et au Liban, le temps est venu de comprendre qu'il faut tout faire, absolument tout, afin de trouver une autre voie. Une voie de dialogue et de compromis¹ [...].

Cette autre approche est en effet la seule possible pour parvenir à une véritable stabilisation de la situation par l'établissement d'une paix juste. Elle passe par la négociation et, en dernière instance, par un accord entre les parties fondé sur le droit international comme cela s'est fait avec les traités de paix avec l'Égypte en 1979 et la Jordanie en 1994. Sans cette nécessaire recherche de légitimité par le droit, les victoires remportées sur le terrain demeureront toujours précaires ; et, sur le long terme, elles préfigurent la défaite du vainqueur.

1. Dror Moreh, *Les Sentinelles*, Héloïse d'Ormesson, 2015.

I

L'OBSESSION DE LA FORCE

DES CONFRONTATIONS INTERÉTATIQUES...

L'histoire de la relation de l'État hébreu avec son environnement régional est profondément marquée par la violence du rejet qu'il a dû affronter à l'époque de sa création après que les Nations unies ont eu voté le partage de la Palestine en novembre 1947. La guerre de 1948 a été la seule tentative de certains pays arabes pour empêcher l'existence d'Israël, puisque dès le lendemain de la proclamation de l'État par David Ben Gourion, les armées d'Égypte, de Syrie et de Transjordanie aidées de contingents libanais et irakiens sont entrées en Palestine pour imposer par les armes leur refus du plan de partage. Pour les Israéliens, ce fut une guerre de survie qu'ils ne pouvaient perdre sous peine de voir leur État disparaître. Pour autant, il serait erroné de croire que les chefs d'État arabes constituaient un bloc uni ; tous avaient leurs propres objectifs et pensaient d'abord à leurs intérêts nationaux. Ainsi, par exemple, le roi Abdallah de Transjordanie

(arrière-grand-père de l'actuel roi Abdallah II), s'est engagé dans cette bataille surtout pour réaliser son vieux rêve d'un royaume s'étendant sur les deux rives du Jourdain avec Jérusalem-Est et la vieille ville ; c'est la raison pour laquelle, au moment des négociations d'armistice en 1949, il a conclu un accord secret avec le gouvernement israélien qui lui a permis d'imposer, quelques mois plus tard, sa souveraineté sur la rive ouest du Jourdain, créant ainsi la Jordanie au détriment de ce qui aurait pu être un État palestinien.

Des conflits à armes égales

La guerre de 1956 se situe dans un contexte tout à fait différent car l'attaque israélienne visant à renverser le régime de Gamal Abdel Nasser est le résultat d'une entente secrète tripartite avec la Grande-Bretagne et la France qui voulaient défendre leurs intérêts stratégiques qu'elles estimaient menacés par l'action du raïs égyptien, avec la nationalisation du canal de Suez pour Londres et le soutien égyptien aux nationalistes algériens pour Paris. On sait ce qu'il en advint : une éphémère victoire des armes sur le terrain, suivie d'une cuisante défaite politique, moins sans doute pour Israël que pour la France et la Grande-Bretagne qui, au terme de cette équipée sans gloire, ont sans doute compris qu'elles n'étaient plus des grandes puissances...

En 1967, contrairement à ce qu'une partie de la presse française avait fait croire au début de la confrontation le 5 juin¹, la guerre fut déclenchée par Israël après des

1. Le grand journal populaire de l'époque – *France-Soir* – titrait sur cinq colonnes à la une : "L'Égypte attaque Israël".

semaines de tensions largement liées à un discours menaçant de Nasser, appuyé par des déclarations tout aussi fracassantes de la Syrie et d'un certain Ahmed Choukeiri, alors patron de la toute nouvelle OLP, créée et contrôlée par le leader égyptien. Pour Tel-Aviv, ce fut une guerre préventive décidée par un gouvernement d'union nationale. Les Israéliens ont-ils voulu alors écarter une menace qui aurait pu être dévastatrice ou bien ont-ils su habilement exploiter une situation complexe pour arracher, par la force, des avantages stratégiques majeurs? Il est certain que l'état-major n'avait aucun doute sur la supériorité de ses forces, d'autant qu'une partie importante de l'armée égyptienne était, depuis des années, engluée dans la guerre au Yémen. L'action de Tsahal fut foudroyante, et le résultat décisif. Israël a remporté cette guerre en six jours après avoir détruit au sol l'aviation égyptienne et s'être emparé de territoires qui, à l'exception du Sinaï et d'une petite partie du Golan, sont toujours sous son contrôle en 2017. À partir de cet événement majeur pour l'équilibre de la région, l'hostilité arabe à l'égard d'Israël s'exacerbe dans le refus de l'occupation de territoires arabes. C'est ce qu'expriment les fameux trois non du sommet de la Ligue arabe réuni à Khartoum en août 1967 : non à la paix, non à la reconnaissance d'Israël, "non" aux négociations. Cette surenchère des États arabes dans le rejet d'Israël va occulter longtemps, dans la représentation qu'on peut se faire du Proche-Orient, la réalité des profonds changements qui se produiront dans les années suivantes tant chez les Palestiniens que dans les pays arabes.

Après la mort de Nasser, en septembre 1970, son successeur, Anouar el-Sadate, change de politique en mettant d'abord en avant l'intérêt national de l'Égypte ; son objectif fondamental est de récupérer le Sinaï. Le 6 octobre 1973, l'Égypte et la Syrie attaquent Israël après avoir minutieusement préparé leur offensive. L'émotion fut considérable en Israël puisque, pour la première fois depuis 1948, des armées arabes attaquaient le pays sur deux fronts, au nord sur le Golan et au sud dans le Sinaï, à un moment où la vigilance s'était relâchée en raison de la fête du Kippour, des élections législatives prévues pour le 31 octobre, mais aussi des défaillances des services de renseignements israéliens, et en particulier de celles d'Aman (les renseignements militaires). En très peu de temps, 100 000 hommes, 1 000 chars et 13 000 véhicules égyptiens franchirent la ligne Bar-Lev sur le canal de Suez tandis que les Syriens réussissaient une percée dans les lignes israéliennes en direction du mont Hermon. L'effet de surprise a joué à plein avant que l'état-major israélien ne se ressaisisse et décide des contre-attaques qui conduiront finalement à une stabilisation des fronts¹. À aucun moment l'existence de l'État d'Israël ne fut menacée. L'ambition des Égyptiens comme celle des Syriens était seulement de recouvrer leurs territoires occupés depuis 1967 et, de toute façon, les États-Unis et l'Union soviétique veillaient sur

1. Cette guerre fera 9500 morts dans le camp arabe (dont 6 000 Égyptiens, 3 100 Syriens, 400 chez leurs alliés) et 3 000 chez les Israéliens ; les Israéliens ont perdu 840 chars et 114 avions ; les Arabes, 2560 chars et 392 avions. Pierre Razoux, *La Guerre du Kippour d'octobre 1973*, Economica, 1999.

les intérêts vitaux de leurs alliés respectifs. Comme l'a dit Michel Jobert, le ministre français des Affaires étrangères de l'époque, dans une formule restée célèbre : "Est-ce que tenter de remettre les pieds chez soi constitue forcément une agression imprévue ?"

Ces conflits (1948, 1956, 1967 et 1973) ont donc été des guerres entre États où les stratégies demeuraient "classiques", opposant des armées régulières, principalement avec l'infanterie en 1948, puis avec les blindés et l'aviation qui ont joué un rôle déterminant dans les guerres suivantes et rendu possible la suprématie des Israéliens. Dans ce type de guerres, on sait qui est l'ennemi, quels objectifs doivent être frappés, quand le conflit commence, quand il s'achève, qui est un belligérant et qui est un civil, et qui l'a emporté même si la victoire des armes ne peut garantir un véritable succès politique, comme en 1956, par exemple, où les gains territoriaux ont dû très vite être restitués. En définitive, la dernière guerre de ce type dans laquelle Israël a été engagé remonte à plus de quarante ans, en 1973. Depuis cet affrontement militaire de grande ampleur, il n'y a donc plus eu de conflits armés¹ entre Israël et les États arabes pour de multiples raisons dont la plus importante est que le plus puissant d'entre eux, l'Égypte, a signé un traité de paix avec Israël en 1979. À partir de cette époque, l'encerclement de l'État juif a été

1. La guerre du Golfe en 1990-1991 ne fait pas exception, car s'il y eut des missiles irakiens qui tombèrent sur le territoire israélien, il n'y eut pas de riposte et moins encore de confrontations directes, ce que les États-Unis voulaient de toute façon empêcher pour ne pas déséquilibrer la coalition qu'ils menaient.

brisé et la menace d'une guerre s'est éloignée car aucun État arabe ne pouvait se lancer seul dans une confrontation armée avec lui, même avec les bouleversements stratégiques induits par l'utilisation de missiles balistiques. Le seul à pouvoir le faire aurait peut-être été l'Irak, mais au fil des années, ses potentialités militaires ont été considérablement érodées par la guerre contre l'Iran, puis par l'écrasement de ses troupes au Koweït, en 1991, avant d'être désintégrées par l'invasion américaine de mars 2003. Quant à la Syrie, depuis la révolte enclenchée début 2011 et l'impitoyable répression dont elle a été l'objet, elle a littéralement implosé. De toute façon, avant cette date, jamais il n'y eut le moindre incident sérieux à la frontière israélo-syrienne.

Le tournant de 1982

Depuis 1973, les conflits armés ont donc radicalement changé de nature. Désormais, ils opposent Tsahal, une armée classique dotée de blindés, d'une aviation très performante qui détient la maîtrise du ciel et de puissants moyens de renseignements, à des organisations politiques composées de combattants, "résistants" ou "terroristes" selon le positionnement des locuteurs. Les organisations ont développé des branches militaires à l'instar des mouvements de libération nationale dont on a vu tant d'exemples à travers le monde, en particulier à l'époque de la décolonisation. Ce sont donc des guerres asymétriques mettant un acteur étatique disposant d'une écrasante supériorité militaire face à des structures implantées dans la population et qui en sont donc d'une certaine manière l'émanation. Tout ou presque y est différent : les

combattants de l'OLP, du Fatah, du Hamas, du Djihad islamique ou du Hezbollah ne dépendent pas d'un État, ne sont pas en uniforme, ne disposent ni d'aviation ni de blindés ; ce sont des combats qui relèvent d'autres paramètres où les civils paient toujours un prix très élevé. L'invasion du Liban en 1982, la guerre en 2006 entre Tsahal et le Hezbollah, et les attaques de Tsahal à Gaza contre le Hamas (2008, 2012 et 2014) en sont les séquences les plus meurtrières. À côté de ces moments d'affrontements militaires limités dans le temps, il y a la résistance contre Tsahal au Liban de 1982 à mai 2000 et, depuis 1967, celle, multiforme, des Palestiniens à l'occupation en Cisjordanie et à Gaza. Cette confrontation récurrente connaît des périodes aiguës où la violence atteint son paroxysme, comme lors de la première Intifada (commencée en 1987), et surtout la seconde (qui éclate en septembre 2000) avec notamment les attentats suicides palestiniens commis en Israël, puis les opérations militaires de grande envergure lancées en 2001 et 2002 par Ariel Sharon pour écraser ces révoltes.

Dans ce basculement d'une phase historique à une autre – on passe du conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien –, 1982 représente un tournant majeur. Au printemps de cette année, le dernier soldat israélien quitte le Sinaï, conformément au traité de paix signé entre l'Égypte et Israël. Quelques semaines plus tard, Tsahal envahit le territoire libanais pour tenter de liquider l'OLP. La stratégie de Menahem Begin est claire : la paix avec le plus puissant des États arabes lui permet, à la fois, d'apparaître aux yeux du monde comme un homme de

paix (au point d'obtenir le prix Nobel), d'assurer durablement la sécurité de l'État juif par une normalisation diplomatique décisive et de concentrer tous ses efforts sur les territoires palestiniens (Jérusalem-Est, la Cisjordanie et Gaza) qu'il veut absolument conserver sous l'étroit contrôle d'Israël dans la mesure où il les considère comme "libérés". Il en va de même pour le Golan annexé en 1981. Cette politique se traduit aussitôt par le lancement d'un vaste plan de colonisation dans les territoires palestiniens où le nombre de colons va bondir, très vite, de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers.

Après une première attaque du Sud-Liban en 1978, cette puissante opération contre l'OLP et ses alliés libanais est la première de ces confrontations asymétriques de grande envergure. Elle est conduite par Ariel Sharon qui est bien décidé à mettre en œuvre ses propres plans sans en référer aux autres membres du gouvernement qu'il place ainsi devant le fait accompli. Un des meilleurs livres sur cette agression est l'œuvre de spécialistes israéliens des questions militaires, Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, qui concluent ainsi :

Née de l'ambition d'un homme déterminé et sans scrupules, l'invasion du Liban en 1982 a été conçue dans le délire, déployée dans le mensonge et promise à une fin catastrophique. Il n'y a rien à sauver de cette guerre coûteuse et insensée. Le mieux que nous puissions faire est d'en tirer les leçons pour l'avenir¹.

1. Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, *Israel's Lebanon War?*, Counterpoint, Unwin Paperbacks, Londres, 1986.

D'autres offensives militaires seront décidées par les gouvernements successifs : la répression contre la première Intifada en 1987-1988, l'opération "Raisins de la colère" contre le Sud-Liban et donc contre le Hezbollah en 1996, la répression contre la seconde Intifada (opération "Rempart") en 2002, la guerre contre le Hezbollah en 2006, les offensives contre le Hamas et le Djihad islamique à Gaza : "Pluies d'été" en juin 2006 et "Nuages d'automne" en novembre 2006¹, et les véritables guerres qu'ont été "Plomb durci" en décembre 2008, "Pilier de défense" en novembre 2012 et "Bordure protectrice" en juillet-août 2014.

... AUX CONFLITS ASYMÉTRIQUES

L'Autre n'existe pas, ce n'est qu'un terroriste

Comme ce n'est pas un combat contre des armées régulières, la question se pose de savoir comment désigner cet ennemi. Dans ce registre, les militaires et les politiques israéliens ne s'embarrassent jamais de subtilités. Dans leur esprit, il n'existe que deux catégories d'ennemis : le soldat et le terroriste. Si ce n'est pas l'un, c'est l'autre. Puisqu'il n'y a ni armées, ni uniformes, ni aucune forme d'action classique, l'ennemi est un terroriste. Hors de question de

1. En juin 2006, l'opération "Pluies d'été" a été la première incursion de l'armée israélienne après le désengagement de 2005 ; elle visait à retrouver le soldat Gilad Shalit fait prisonnier par le Hamas. Même si ces attaques n'ont pas eu la même ampleur que les opérations suivantes, elles ont tué plus de 200 Palestiniens.

penser la complexité d'une situation qui ne peut s'apparenter à une guerre classique puisqu'elle est tout entière fondée sur une domination, par nature asymétrique. Et donc hors de question de reconnaître qu'il pourrait s'agir d'une résistance. La Résistance est une idée impensable pour ceux qui se trouvent dans une situation de domination car elle est trop chargée de légitimité. Or si l'Autre, celui que l'on combat, est reconnu comme légitime dans la configuration où il se situe comme par la cause qu'il défend, on se retrouve soi-même confronté à l'impossible statut d'acteur illégitime.

Bien entendu, reste la question centrale des moyens utilisés et de l'introuvable définition du terrorisme, même si ce n'est pas le problème de ceux qui vont user et abuser du terme. En bref, on peut qualifier d'action terroriste un acte de violence dirigé contre des civils innocents dans le but politique de semer la terreur. En ce sens, les attentats suicides du Hamas contre des civils en Israël sont des actes terroristes, mais les actions de résistance armée dirigées contre des soldats, des colons armés ou des infrastructures militaires ne peuvent valablement pas être qualifiées de la sorte. On le voit, l'enjeu est considérable. Ce choix sémantique est politique et sert d'abord à se donner une légitimité qui, sans le recours à cette qualification, laisserait désemparé celui qui ne serait plus que ce qu'il est : un acteur de la puissance occupante qui combat certes pour sa sécurité mais aussi et plus fondamentalement encore pour le maintien de sa domination.

Au-delà de cette dimension essentielle qui permet de restaurer le bien-fondé d'une posture en en transformant

les bases, ce choix de considérer l'Autre comme un terroriste, systématiquement asséné par les responsables israéliens dans toutes les formes de communication officielle, revêt aussi une extrême importance par les effets qu'il engendre dans la matérialité de la guerre. Cela se vérifie avant le 11 septembre 2001 et bien davantage encore après. Dès lors qu'il s'agit de combattre des terroristes, *tout est permis*. On qualifie l'adversaire de terroriste pour le disqualifier. Désigner ainsi un ennemi revient à l'expulser du champ politique pour le réduire à n'être plus qu'un criminel à combattre et donc à abattre par tous les moyens possibles. Qu'importe alors si les combats font beaucoup de victimes dans la population civile – comme on l'a encore vu dans les guerres contre Gaza – puisque c'est la faute des terroristes qui se cachent derrière des civils innocents. Qu'importe si les moyens utilisés peuvent paraître disproportionnés avec l'utilisation massive de blindés et le recours systématique à des avions de chasse puisque, de toute façon, les terroristes ne respectent rien. Qu'importe si les règles du droit humanitaires sont bafouées... La fin, l'éradication du terrorisme, justifie les moyens.

Cette approche conduit, de manière radicale, à déshumaniser l'Autre. Ce n'est ni un ennemi respectable ni un combattant qui défend une cause ; en dernière instance, ce n'est même pas un être humain. Le fait de tuer un terroriste devient un acte nécessaire et légitime qui ne doit pas être considéré comme une atteinte à la vie humaine. Toute la rhétorique autour de la dénomination de terroriste va dans le même sens. En décembre 2008,

un porte-parole de Tsahal interrogé par la presse internationale sur les objectifs de l'offensive contre Gaza répondait : "Nous allons nettoyer les nids de terroristes [...]." Quelques jours plus tard, à une question sur le grand nombre de victimes de cette opération, un porte-parole du gouvernement répliquait : "Oui [...] mais ce sont des terroristes." Même discours exactement les autres fois...

En prétendant répondre à des attaques terroristes au nom de sa sécurité et donc de son droit à la légitime défense, le gouvernement israélien occulte le fait que ces réactions de violence prennent, au moins en partie, leur source dans le système d'humiliation et de souffrance que génère l'occupation militaire. Ce qui ne signifie pas qu'il faille sous-estimer les violences perpétrées par les Palestiniens, surtout lorsqu'ils s'attaquent à des civils comme ce fut le cas avec les attentats suicides commis en Israël, même pendant la seconde Intifada, par le Hamas et d'autres organisations. Ou encore, plus récemment en 2014, avec l'envoi de roquettes sur les villes israéliennes.

Dans une telle structure de représentation qui se ramène au schéma simpliste et réducteur d'une démocratie qui ferait face à des terroristes, la solidarité des démocraties occidentales est immédiatement acquise. Elle l'est davantage encore lorsque Israël est en conflit avec le Hamas, ce qui est désormais toujours le cas depuis la fin de la seconde Intifada, puisque l'OLP a renoncé à tout recours à la violence. Dès lors, le gouvernement israélien a toutes les chances de convaincre de son approche fondée sur la légitime défense : il combat une organisation